



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/48/591
11 novembre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-huitième session
Point 111 de l'ordre du jour

PROMOTION DE LA FEMME

Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme et Fonds de développement des Nations Unies pour la femme

Rapport du Secrétaire général établi en application de la décision 1993/235 du Conseil économique et social

1. Dans une note présentée au Conseil économique et social à sa session de fond de 1993 (E/1993/82), le Secrétaire général a transmis au Conseil une proposition tendant à fusionner l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM). La proposition, fondée sur une recommandation du groupe de conseillers de haut niveau sur la restructuration des secteurs économique et social de l'Organisation, à laquelle a souscrit le Secrétaire général, a été élaborée par une équipe spéciale créée par le Secrétaire général, à l'issue des délibérations du Conseil d'administration de l'Institut.

2. L'équipe spéciale, dirigée par la Directrice exécutive du FNUAP, était composée de deux membres du Conseil d'administration de l'Institut et de deux membres du Comité consultatif d'UNIFEM, choisis par ces organismes¹, et assistée des directrices des deux organismes et de représentants du PNUD et de la Division de la promotion de la femme du Secrétariat. C'est sur la base du rapport (E/1993/82, annexe) qui lui a été présenté par l'équipe spéciale après avoir été approuvé à l'unanimité de ses membres que le Secrétaire général soumet au Conseil son projet de fusion. Ce faisant, il espère contribuer au renforcement et à l'harmonisation du programme de promotion de la femme à l'échelle du système des Nations Unies.

¹ Au sein de l'équipe spéciale, le Conseil d'administration de l'Institut était représenté par Aida Gonzalez Martinez (Mexique) et Kristin Tornes (Norvège), et le Comité consultatif d'UNIFEM par A. Missouri Sherman-Peter (Bahamas) et Ulla Lehmann Nielsen (Danemark).

3. Dans sa décision 1993/235, adoptée le 27 juillet 1993, le Conseil économique et social a pris acte avec intérêt de la note du Secrétaire général et a décidé que la recommandation tendant à fusionner l'Institut et UNIFEM "en vue de renforcer et mieux harmoniser le programme de promotion de la femme pourrait suivre son cours, sous réserve des recommandations énoncées au paragraphe 13 du rapport, et notamment de celle concernant la nécessité de procéder à une analyse appropriée des incidences juridiques, financières et administratives de la fusion et sous réserve d'examen par l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session".

4. Le présent rapport, établi en application de cette décision, est soumis à l'Assemblée générale afin de faciliter l'examen de la question comme prévu dans la décision du Conseil. Le rapport prend pleinement en compte les recommandations énoncées au paragraphe 13 du rapport de l'équipe spéciale (E/1993/82, annexe), visées dans la décision du Conseil. Il présente aussi une analyse des incidences de la proposition, demandée par le Conseil.

5. Conformément au paragraphe 13 du rapport de l'équipe spéciale, il serait souhaitable que l'Institut et UNIFEM fusionnent dans des conditions qui permettraient :

a) De resserrer la coordination et de renforcer les liens et les aspects communs des programmes des deux organismes sans préjudice de leurs avantages comparatifs, de leurs caractéristiques et identités propres, y compris leurs moyens de poursuivre des travaux de recherche autonomes et de mener les activités de formation connexes essentielles à la promotion de la femme;

b) De tirer pleinement parti de la très importante contribution apportée par le Gouvernement de la République dominicaine;

c) D'éviter toute diminution du flux des ressources; il faudrait au contraire procéder à la fusion de manière à mobiliser pleinement non seulement les ressources des donateurs traditionnels de chacun des deux organismes, mais aussi d'autres sources de financement pour appuyer le programme unifié renforcé.

6. Comme il a été indiqué plus haut, l'objectif global de cet important aspect de la restructuration du secteur économique et social de l'Organisation est de contribuer à la réalisation d'un programme plus important et mieux harmonisé de promotion de la femme à l'échelle du système des Nations Unies. Ayant examiné les différentes options qui s'offraient à cette fin, et à l'issue de consultations tenues, notamment, avec le gouvernement hôte de l'Institut, le Secrétaire général, souscrivant aux conditions énoncées plus haut, tient à confirmer qu'une fusion des deux organismes qui ne préserverait pas l'identité distincte des deux programmes ne répondrait pas à l'objectif recherché. A son avis, cet objectif doit être réalisé dans le cadre d'une rationalisation des activités qui doterait les deux organismes d'un seul mécanisme de gestion et d'une seule hiérarchie, tout en maintenant les avantages comparatifs et les caractéristiques de chacun des deux programmes et en les exploitant au maximum.

7. Dans le même ordre d'idées, le Secrétaire général estime qu'il importe d'assurer une présence continue des deux organismes à Saint-Domingue, d'adopter des mesures connexes qui renforceraient encore cette présence et permettraient d'intégrer les questions relatives aux femmes dans un large éventail de

programmes de formation de l'Organisation. Il faut maintenir un délicat équilibre entre les activités des programmes, en particulier celles touchant la direction exécutive et l'administration, qu'il convient de centraliser pour des raisons d'efficacité, compte tenu notamment du transfert de la Division de la promotion de la femme et de la réaffectation de la Secrétaire générale pour la quatrième Conférence mondiale sur les femmes au Département de la coordination des politiques et du développement durable, et celles qu'il est préférable de mener de manière décentralisée dans un pays en développement. De tels arrangements renforceraient aussi les chances à long terme d'avoir accès d'une manière générale à des ressources accrues et permettraient de débloquer des ressources pour renforcer les moyens disponibles pour la recherche et la formation.

8. Pour atteindre ces objectifs, et compte tenu des considérations exposées plus haut, au paragraphe 4, il est proposé de prendre les dispositions juridiques, financières et administratives ci-après :

Dispositions générales

- a) Les deux programmes seraient placés sous une direction commune;
- b) Les mandats des deux programmes seraient maintenus dans leur totalité;
- c) Le Fonds d'affectation spéciale de l'Institut et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme resteraient des entités distinctes et seraient ouverts séparément aux contributions, notamment lors de la Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions aux activités de développement;
- d) Toutes les dispositions régissant le fonctionnement et l'administration du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme s'appliqueraient aussi au Fonds d'affectation spéciale de l'Institut;
- e) Le règlement financier et les règles de gestion financière ainsi que le Règlement et le Statut du personnel et les procédures administratives actuellement applicables à UNIFEM s'appliqueraient aussi, mutatis mutandis, à l'ensemble du programme unifié, y compris aux activités de formation et de recherche jusqu'ici entreprises par l'Institut;

Programme de l'Institut

- f) Un programme de formation et de recherche distinct serait maintenu et il serait dirigé par un fonctionnaire de même rang que l'actuel chef de la recherche et de la formation à l'Institut;
- g) Pour assurer les conseils techniques voulus au programme de formation et de recherche, il serait créé un groupe consultatif de la formation et de la recherche, comme l'équipe spéciale l'a recommandé au paragraphe 13 de son rapport. Ce groupe serait composé d'un nombre limité d'experts dans les domaines sur lesquels porte le mandat de l'Institut en matière de formation et de recherche, qui seraient choisis compte tenu d'une répartition géographique équitable;

Programme d'UNIFEM

h) L'élément UNIFEM du programme unifié resterait inchangé, sauf en ce qui concerne les dispositions relatives à l'établissement des rapports [voir plus loin, al. j)];

Fonction de direction et établissement des rapports

i) Compte tenu des conseils techniques qui seront fournis au programme de formation et de recherche par le groupe consultatif visé à l'alinéa g) ci-dessus, le Comité consultatif d'UNIFEM aurait la tutelle des activités d'UNIFEM et du programme de formation et de recherche qui relevait jusqu'ici du Conseil d'administration de l'Institut;

j) D'autres aspects des dispositions régissant l'établissement des rapports seraient unifiés et rationalisés de manière à éviter les doubles emplois tout en permettant à tous les organes intergouvernementaux participant à la direction d'UNIFEM ou de l'Institut d'exercer leurs responsabilités respectives par rapport à la totalité du programme unifié, en particulier :

- i) Le secrétariat établirait, à l'intention du Comité consultatif, un rapport biennal sur les activités du programme couvrant les activités opérationnelles (UNIFEM) et les activités de formation et de recherche (Institut). Le rapport serait soumis au Conseil économique et social après avoir été examiné par la Commission de la condition de la femme et le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, qui s'assureraient que ces activités sont bien conformes à la stratégie d'ensemble des Nations Unies en ce qui concerne la femme, puis serait transmis par le Conseil à l'Assemblée générale;
- ii) En même temps que le rapport biennal sur les activités du programme, le Comité consultatif serait saisi des prévisions budgétaires s'y rapportant. Ces prévisions seraient incorporées dans le projet de budget biennal du Programme des Nations Unies pour le développement que l'Administrateur soumet, par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à l'approbation du Conseil d'administration.

9. En ce qui concerne les incidences juridiques, le Conseil économique et social a décidé, dans sa décision 1993/235 (voir plus haut, par. 2), qu'il pouvait être donné suite aux mesures proposées sous réserve d'examen par l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session. Par conséquent, si l'Assemblée approuve la proposition, le Secrétaire général l'appliquera en se fondant sur la décision susmentionnée du Conseil et son approbation par l'Assemblée générale.

10. Les mesures proposées n'entraîneraient pas de modification de fond des dispositions réglementaires applicables à UNIFEM, sauf en ce qui concerne la procédure d'établissement des rapports, qui serait unifiée comme indiqué plus haut, au paragraphe 8 j).

11. En ce qui concerne l'Institut, comme on l'a indiqué plus haut, ses principales fonctions et ses principaux objectifs ne seraient pas non plus modifiés puisque, conformément aux dispositions proposées, le programme de l'Institut conserverait son identité. La rationalisation entraînerait toutefois pour l'Institut des modifications administratives, financières et structurelles, qui remplaceraient les dispositions actuelles, considérées comme annulées.

* * *

12. Comme l'a recommandé l'équipe spéciale, le Secrétaire général ne perd pas de vue la nécessité de tirer parti de la contribution considérable apportée par le Gouvernement de la République dominicaine et il a engagé des consultations avec ce dernier au sujet de différentes solutions qui serviraient un objectif important de la restructuration, à savoir : la décentralisation de certaines activités de formation et de certains services consultatifs, pour les rapprocher des pays auxquels ils sont destinés.

13. Premièrement, Saint-Domingue pourrait être le siège principal des programmes de formation organisés dans le cadre du programme unifié Institut/UNIFEM. UNIFEM finance chaque année environ quatre réunions, séminaires ou ateliers d'une durée variable. Une partie des réunions ou ateliers relevant du programme de l'INSTRAW pourraient également avoir lieu à Saint-Domingue.

14. UNIFEM pourrait créer une antenne en République dominicaine pour gérer ses activités de programme dans les Caraïbes. Il consacrerait plus de 500 000 dollars à ces activités en 1993; il s'agit de capitaux d'amorçage destinés à mobiliser des sommes plus importantes.

15. Deuxièmement, on est en train de prendre des dispositions pour créer un centre de "renforcement des capacités" en Amérique latine et dans les Caraïbes, dont les activités seraient similaires à celles que le Bureau des services d'appui aux projets du PNUD exécute actuellement dans la région de l'Asie par l'intermédiaire d'un institut indépendant installé à Manille, le Programme de formation en matière de développement et de planification des communications pour l'Asie et le Pacifique. Le nouveau centre serait financé par des fonds provenant du programme ordinaire de coopération technique de l'ONU, du PNUD/BSP et de donateurs bilatéraux. Les institutions financières concernées, telles que la Banque interaméricaine de développement et la Banque mondiale, seraient également sollicitées.

16. Le centre proposerait à des fonctionnaires des pays d'Amérique latine et des Caraïbes des activités de formation dans des domaines particulièrement importants pour le renforcement des capacités nationales, tels que la gestion des affaires publiques, les réformes administratives, le développement du secteur privé, la gestion des finances publiques et la gestion des programmes. Il serait géré par du personnel permanent que des formateurs et des consultants viendraient épauler au moment des stages. A ce stade, on prévoit qu'au moins huit cours de formation ou séminaires pourraient s'y dérouler chaque année, mais, s'il existait une demande, ce chiffre pourrait être dépassé, sous réserve que les fonds nécessaires soient disponibles.

/...

17. Si des locaux adéquats étaient mis à la disposition du centre, son développement s'en trouverait considérablement facilité car les frais de fonctionnement seraient réduits au minimum et tous les fonds recueillis pourraient être consacrés à la formation. On étudie actuellement la proposition du Gouvernement de la République dominicaine, qui s'est déclaré prêt à accueillir le centre à Saint-Domingue.

18. Ces deux arrangements seraient mutuellement profitables, le maintien sur place du programme UNIFEM/Institut permettant de s'assurer que les programmes de formation et activités connexes du centre de renforcement des capacités tiendront pleinement compte des problèmes spécifiques aux femmes.

19. Il faudrait incorporer à l'Accord de siège entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement de la République dominicaine les modifications exigées par les nouveaux arrangements et par les accords qui auront été conclus en ce qui concerne l'implantation à Saint-Domingue des activités visées ci-dessus.

* * *

20. On estime que le regroupement des deux programmes sous une même autorité se traduirait par des économies d'échelle de 600 000 dollars environ qui, sous réserve que les fonds soient effectivement disponibles, pourraient servir à développer les activités de recherche et de formation. Certes, les mesures de transition entraîneraient une dépense non récurrente, inférieure à 300 000 dollars, mais, même en transférant aux activités de recherche et de formation les fonds dégagés par la réduction des frais de fonctionnement, les ressources de l'Institut pour l'exercice biennal 1994-1995 devraient être plus que suffisantes pour y faire face.

CONCLUSIONS

21. Le Secrétaire général considère que les arrangements proposés ci-dessus remplissent les conditions énoncées au paragraphe 13 du rapport de l'équipe spéciale, qui sont résumées ci-dessus, au paragraphe 5, et sur lesquelles le Conseil a expressément mis l'accent dans sa décision. Ils ont été conçus de façon à maintenir les avantages comparatifs, les caractéristiques et l'identité propre des deux organismes, tout en renforçant les liens et les aspects communs de leurs programmes respectifs. On ne reviendra pas ici sur ces liens et aspects communs qui font l'objet d'un ample développement dans le rapport de l'équipe spéciale au Conseil.

22. Autre point tout aussi important, les arrangements envisagés devraient contribuer à renforcer la capacité globale de l'Organisation d'exécuter des programmes de recherche et de formation axés sur la promotion de la femme, et à accroître le flux des ressources affectées à ces activités.

23. Conformément aux principes directeurs énoncés dans le rapport de l'équipe spéciale, les arrangements proposés devraient, d'une part, permettre à l'Institut de savoir à tout moment quel type de recherche pourrait servir aux activités opérationnelles en faveur des femmes et, d'autre part, donner à UNIFEM accès aux conclusions de travaux de recherche pouvant informer la prise de décisions au niveau national et au niveau communautaire. "Des rapports plus

/...

étroits devraient permettre d'aborder les problèmes des femmes vivant dans des pays en développement dans une optique plus cohérente" (E/1993/82, annexe, par. 10).

24. Dans la mesure où les arrangements envisagés ont pour objectif d'optimiser les avantages résultant des similitudes entre les activités des deux entités tout en respectant l'identité de chacun, on a tout lieu de penser qu'ils faciliteraient les efforts déployés pour mobiliser des fonds en faveur de l'un et l'autre programmes. De surcroît, comme on l'a déjà signalé, les activités de fond devraient bénéficier des économies attendues au titre des dépenses d'administration.

25. En ce qui concerne les recommandations de l'équipe spéciale tendant à renforcer l'interaction des deux programmes avec la Commission de la condition de la femme et le Conseil économique et social, il en est tenu compte dans les nouvelles dispositions proposées pour la présentation des rapports à l'alinéa j) du paragraphe 8 ci-dessus.

26. Enfin, ces arrangements sont conçus pour tirer pleinement parti des généreuses contributions du Gouvernement de la République dominicaine, conformément aux préoccupations exprimées par l'équipe spéciale auxquelles le Secrétaire général souscrit sans réserve.

* * *

27. En définissant les modalités de fusion proposées, le Secrétaire général a adopté une démarche conforme à celle qu'il a suivie pour la restructuration, en s'efforçant de trouver le juste équilibre entre les mesures destinées à mieux intégrer les activités économiques et sociales pertinentes menées au sein de l'Organisation et celles visant à décentraliser certaines activités de conseil et de formation pour les rapprocher des pays auxquels elles s'adressent. Elaborées dans cette optique, les mesures proposées dans le présent rapport devraient contribuer au succès de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et faciliter la mise en oeuvre d'une stratégie globale visant à renforcer l'action que les organismes des Nations Unies mènent aux niveaux mondial, régional et national pour améliorer la situation de la femme.
